

que l'inflation était presque maîtrisée. En fait, il n'aurait jamais pensé que le taux d'augmentation atteindrait de telles proportions.

Je vois que le ministre de la Consommation et des Corporations (M. Basford) est ici. Cela fait presque deux ans que son ministère a été établi pour être le fidèle chien de garde des consommateurs canadiens. Le fidèle gardien a vieilli mais nous constatons avec quelque déception qu'il n'a pas de dents et qu'il est attaché bien court.

Il arrive aujourd'hui ce que j'avais prévu, ce contre quoi j'avais tenté de mettre en garde le gouvernement et la Chambre dans le premier discours qu'il m'a été donné de faire ici à titre de député. Depuis, j'ai multiplié mes avertissements. Ils tentent de combattre l'inflation en créant du chômage de propos délibéré. Je cite de nouveau les paroles du distingué correspondant du *Star* de Montréal, M. Wilson:

M. Trudeau sait fort bien que l'inflation fait mal aux gens. Le plus urgent pour lui à l'heure actuelle est de répondre aussi honnêtement que possible à deux questions connexes: Quelles douleurs inflationnistes cherche-t-il à soulager, celles du fort ou celles du faible? Le chômage provoqué délibérément est une arme économique qui frappe le faible. Il peut être nécessaire de considérer l'organisation gouvernementale comme une plante qu'il faut tailler de temps à autre. Il importe alors de se rendre compte que la lame du sécateur pénètre dans la chair et le sang humains.

Cet hiver, on saura bien qui blâmer pour le chômage élevé. Le gouvernement favorise le chômage parce qu'il a laissé courir l'inflation pendant deux ou trois ans, parce qu'il a attendu à la dernière minute avant de proposer des limites sur les prix et les revenus. Rien n'indique aujourd'hui que le gouvernement appuie de façon convenable la Commission des prix et des revenus. En fait, le gouvernement semble l'abandonner à son propre sort. Que je sache, le gouvernement n'a rien fait pour encourager les Canadiens à soutenir de leur mieux la Commission des prix et des revenus afin qu'elle arrive à une entente sur la modération. Certes, ni le discours du trône ni la politique du gouvernement ne le montre disposé à apaiser le vent d'austérité qui souffle sur la brebis tondue.

Ce sont les pauvres gens qui sont les victimes d'un tel programme. Nous n'en sommes tout de même pas rendus à leur laisser tout le fardeau sans leur venir en aide, tout en poursuivant une lutte énergique et efficace contre l'inflation.

Certains députés ministériels semblent, par leur comportement, venir tout juste de découvrir l'inflation. Ils disent avoir senti le besoin de lutter contre elle. Je ne trouverai pas de

[L'hon. M. Stanfield.]

termes assez forts pour dire à quel point le gouvernement a fermé les yeux si longtemps sur le problème de l'inflation. Tout ce que nous lui demandons maintenant, c'est d'appuyer le programme de la Commission des prix et des revenus et d'apporter un certain secours à nos indigents, ces infortunés qui sont victimes des programmes officiels et qui ne peuvent s'aider. Ce n'est certes pas trop demander ni au gouvernement ni au pays.

Je voudrais maintenant passer à un autre aspect de la société juste. La semaine dernière, le premier ministre a lancé une attaque contre les séparatistes québécois, contre les administrations gouvernementales québécoises, et contre Radio-Canada, qu'il a accusée d'aider, ne serait-ce qu'inconsciemment, la cause du séparatisme. Monsieur l'Orateur, lorsque le premier ministre souligne la nécessité de la compréhension à l'échelle nationale et le besoin de rallier le pays autour de la cause du fédéralisme, je suis avec lui. Tous les membres de mon parti, j'en suis sûr, sont avec lui.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Stanfield: Lorsqu'il combat le séparatisme, n'importe où au Canada, nous sommes avec lui.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Stanfield: Lorsqu'il combat la violence, n'importe où au Canada, nous sommes avec lui et nous l'épaulerons.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Stanfield: Je suis d'accord avec lui quand il insiste sur le tort, du point de vue économique, que causent probablement au Québec la violence et les menaces de séparatisme qui commencent à être brandies—où dont il est, à tout le moins, fortement question dans les conversations. Il a sans doute parfaitement raison de rappeler ces choses aussi vigoureusement que possible à toute région du Canada intéressée.

L'hon. M. Côté: Où est le «mais»?

L'hon. M. Stanfield: Tant de cynisme m'étonne de la part de l'aimable ministre. Si je mets le gouvernement dans l'embarras en faisant l'éloge du premier ministre, je m'en excuse. Notre but est d'apporter notre concours dans cette affaire, cette grande affaire de la constitution qui est aussi la grande affaire de notre aptitude à mener une vie satisfaisante en commun au Canada.